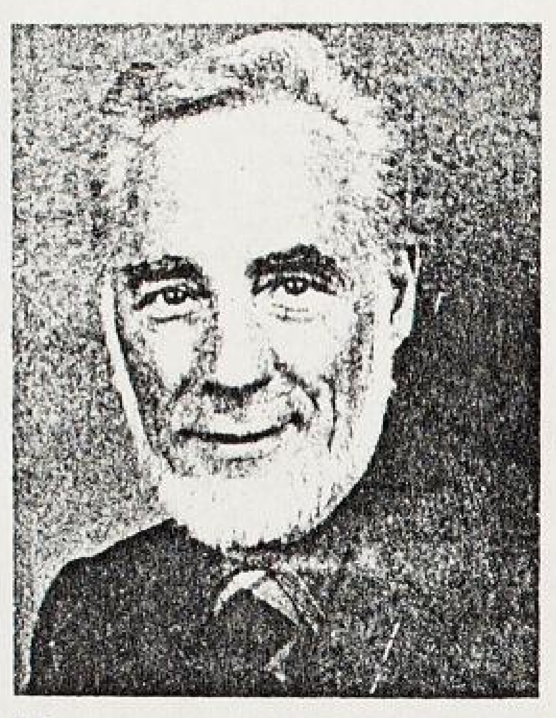
ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 12 ET 19 MARS 1978 - DÉPARTEMENT DE LA SEINE-SAINT-DENIS

3e CIRCONSCRIPTION - AUBERVILLIERS - LA COURNEUVE - STAINS



Bernard DURAND

PARTI SOCIALISTE



Christian LUÇON

Électrices, Électeurs,

Il faut un gouvernement de la Gauche unie pour appliquer le programme commun de la Gauche :

- SMIC à 2400 F.
- Retraite à 55 ans pour les femmes, à 60 ans pour les hommes.
- Cinquième semaine de congés payés.
- Relèvement de 50 % sur un an des allocations familiales.
- Minimum vieillesse à 1.300 F.
- Création d'emplois nouveaux.
- Répartition plus juste des impôts.

Ces mesures, on ne peut plus les attendre. Le Gouvernement de la Gauche les prendra dès sa mise en place.

Elles seront soutenues par des réformes économiques et financières profondes :

- Nationalisations des neuf grands groupes industriels et du crédit.
- Luttes contre les spéculations de toutes sortes.
- Décentralisation des pouvoirs.
- Extension des droits des travailleurs dans l'entreprise.
- Aide aux P.M.E.

Toutes ces mesures sont réalisables. Elles s'attaquent au pouvoir capitaliste. Elles prennent la crise à sa racine. C'est pourquoi elles sont la solution pour la France.

Comme des millions de Françaises et de Français, vous ne pouvez plus attendre.

Madame, Mademoiselle, Monsieur, vous voulez, comme le propose le Parti Socialiste,

VIVRE

VIVRE AUTREMENT

VIVRE ENSEMBLE

Cette voie est possible

Vous la construirez avec nous en votant pour les candidats du Parti Socialiste

Bernard DURAND

Christian LUÇON

« Parce que vous représentez les forces de la jeunesse et du travail, votre victoire est inéluctable... ».

F. MITTERRAND

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Il n'est pas nécessaire d'énumérer longuement les raisons justifiant la nécessité d'un changement politique dans notre pays, changement possible en 1978.

Il suffit de rappeler quelques faits :

— L'inflation, la hausse des prix n'ont pas été jugulés par les différents plans Giscard - Chirac - Barre.

Ces plans ont eu pour résultats :

— un chômage qui frappe maintenant un million et demi de Françaises et de Français ;
— des inégalités et des injustices de toutes sortes qui touchent l'immense majorité du peuple français et plus particulièrement les personnes âgées et la jeunesse ;
— des impôts directs et indirects qui deviennent de plus en plus lourds pour les petites et moyennes catégories de Français ;
— un transfert de charges, qui normalement reviennent à l'Etat, sur les collectivités locales, ce qui se traduit par une augmentation de la charge fiscale (impôts locaux) ;
— plusieurs fausses réformes de l'enseignement qui ont désorganisé et affaibli notre Education nationale.

Le besoin de changement est si profond, que la droite au pouvoir tente de le reprendre à son compte en bavardant sur le changement dans l'ordre qui succède au changement dans la continuité promis naguère.

La droite n'a ni la capacité, ni la volonté, elle l'a suffisamment démontré, de réaliser les réformes de structures nécessaires à notre société alors que le Parti Socialiste, en pratiquant l'Union de la Gauche, s'en donne les moyens par le programme commun et ses propositions d'actualisation réalistes (nationalisations - planification démocratique - autogestion).

Vous pouvez, le 12 mars, par votre vote, créer les conditions d'un changement réel, le Parti Socialiste vous le propose.

Dans cette perspective, le Parti Socialiste apporte une volonté de réformes profondes respectant les libertés publiques et privées. La droite — qui n'est pas à un mauvais argument près — essaie d'opposer un pseudo-libéralisme qui serait le sien à un prétendu collectivisme d'Etat qui serait le nôtre.

Rejetant l'une et l'autre formule, le Parti Socialiste, quant à lui, considère que la liberté et les libertés exigent une organisation nouvelle des relations sociales, qu'il place dans la perspective autogestionnaire.

C'est pourquoi, notamment, il a élaboré et signé avec ses partenaires, un programme commun de gouvernement auquel il reste intégralement fidèle.

Son actualisation ne peut être qu'une adaptation à la situation de 1978 et non une remise en cause de ses principes et de ses équilibres fondamentaux.

Il faut un gouvernement de la gauche unie qui applique ce programme tout de suite.

Des milliers de Françaises et de Français, dont vous êtes, ne peuvent plus attendre.

Il faut, en votant socialiste le 12 mars, soutenir et rejoindre le combat des Socialistes pour qu'il en soit ainsi.

La victoire est possible, elle ne peut être tributaire d'un pourcentage obtenu par un parti de gauche.

Il convient également, même si l'émulation est normale entre formations de gauche, que cessent les procès d'intentions à l'égard du Parti Socialiste. La polémique exagérée et subalterne est toujours condamnable.

Cette victoire dépend essentiellement des désistements qui interviendront, entre les candidats des formations de gauche, pour le second tour. A ce sujet, le Parti Socialiste appliquera partout la discipline de gauche.

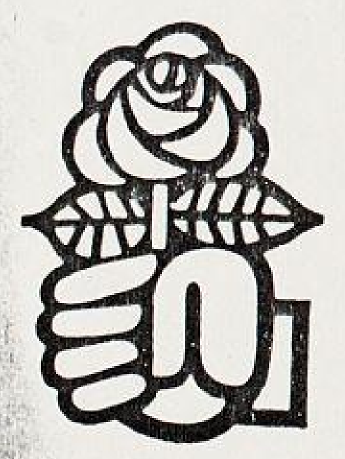
Le Parti Socialiste porte les espérances de millions de Français. En votant pour son candidat et son suppléant, vous vous donnerez les moyens d'améliorer la vie de chacun, d'élever l'image de la France dans le monde.

Le socialisme, une idée qui fait son chemin. Nous vous invitons à le tracer avec nous.

« Vivre, vivre autrement, vivre ensemble », voilà ce à quoi nous aspirons, ce pourquoi nous luttons.

Par votre vote du 12 mars, vous pouvez, Madame, Mademoiselle, Monsieur, agir pour qu'il en soit ainsi.

Le 12 mars, votez et faites voter pour les candidats du Parti Socialiste.



Bernard DURAND

et

Christian LUÇON

Imp. BARBOU - 845.80.88 / 844.80.69

Vu, le candidat